



**PRÉFET
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général aux
affaires départementales**

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

ARRÊTÉ N°52-2025-11-00172 DU 28 NOVEMBRE 2025

modifiant l'arrêté préfectoral n°698 du 26 février 2016 portant autorisation unique d'exploiter des activités de maintenance et d'entreposage de machines et d'outillages provenant de Centres Nucléaires de Production d'Électricité par la BAMAS sur le territoire de la commune de Saint-Dizier

La Préfète de la Haute-Marne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU le Code de l'environnement, notamment son livre Ier, titre VIII, son livre II, titre I, et son livre V, titre I ;

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le décret du 13 juillet 2023 nommant Mme Régine PAM, préfète de la Haute-Marne ;

VU le décret du 25 octobre 2023 nommant M. Guillaume THIRARD, secrétaire général de la préfecture de la Haute-Marne ;

VU l'arrêté préfectoral n°52-2025-07-00060 du 12 juillet 2025 portant délégation de signature à M. Guillaume THIRARD, secrétaire général de la préfecture de la Haute-Marne ;

VU l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté du 29 mai 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2925 "accumulateurs (ateliers de charge d)";

VU l'arrêté du 2 mai 2002 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 2940 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2560 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté du 4 août 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1185 ;

VU l'arrêté du 23 juin 2015 relatif aux installations mettant en œuvre des substances radioactives, déchets radioactifs ou résidus solides de minerai d'uranium, de thorium ou de radium soumises à autorisation au titre de la rubrique 1716, de la rubrique 1735 et de la rubrique 2797 de la nomenclature des installations classées ;

VU l'arrêté préfectoral n° 698 du 26 février 2016 portant autorisation unique d'exploiter des activités de maintenance et d'entreposage de machines et d'outillages provenant de Centres Nucléaires de Production d'Électricité par la société SOCODEI sur le territoire de la commune de Saint-Dizier ;

VU l'arrêté du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration avec contrôle périodique sous la rubrique n° 2564 (nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté du 13 décembre 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 1978 (installations et activités utilisant des solvants organiques) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n° 52-2021-07-161 du 09 juillet 2021 portant autorisation de changement d'exploitant de la BAMAS à Saint-Dizier ;

VU le porter à connaissance en date du 18 mars 2025, complété le 07 mai 2025, de la société EDF SA en vue de modifier de façon notable les activités de la BAMAS de Saint-Dizier ;

VU le projet d'arrêté transmis à l'exploitant et réceptionné en date du 25 août 2025 ;

VU les remarques de la société formulées par courriel du 02 septembre 2025 ;

CONSIDÉRANT que le projet est réalisé au sein des constructions existantes du site ;

CONSIDÉRANT que le projet ne modifie par le coefficient QNS de l'installation ;

CONSIDÉRANT que le dossier justifie le respect des dispositions des arrêtés de prescriptions générales susvisés et celui-ci suffit à garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les mesures compensatoires prises par l'exploitant en remplacement de la mise en place d'un mur séparatif REI 120, associées à une limitation du temps d'exploitation de l'installation visée permettent d'atteindre un niveau de sécurité équivalent ;

CONSIDÉRANT que la demande susvisée de la société EDF SA ne constitue pas une modification substantielle au sens du Code de l'environnement mais que cette modification doit être encadrée par des mesures que spécifie le présent arrêté ;

CONSIDÉRANT que les modifications sollicitées ne sont pas de nature à augmenter les potentiels de dangers de l'établissement, les inconvénients et les risques pour l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'il n'est pas nécessaire de solliciter l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) de la Haute-Marne sur ce projet d'arrêté, préalablement à son adoption, comme le permet l'article R. 181-45 du Code de l'environnement, dans la mesure où les modifications non substantielles précitées n'induisent pas de dangers ou inconvénients supplémentaires ;

SUR proposition du Secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE :

Article 1: Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Le tableau de l'article 2.1.2 de l'arrêté préfectoral n° 698 du 26 février 2016 est remplacé par le tableau suivant :

Rubrique	Libellé de la rubrique	Nature de l'installation	Volume autorisé	Régime
1716-1	Substances radioactives mentionnées à la rubrique 1700, autres que celles mentionnées à la rubrique 1735, dont la quantité totale est supérieure à 1 tonne et pour lesquelles les conditions d'exemption mentionnées au 1° du I de l'article R. 1333-106 du code de la santé publique ne sont pas remplies. 1. Les substances radioactives ne sont pas uniquement d'origine naturelle et la valeur de QNS est égale ou supérieure à 10 ⁴ . Nota. La valeur de QNS porte sur l'ensemble des substances radioactives mentionnées à la rubrique 1700 autres que celles mentionnées à la rubrique 1735 susceptibles d'être présentes dans l'installation	Sources non scellées susceptibles d'être présentes dans l'atelier de maintenance et dans la zone d'entreposage	QNS = 5.10 ⁸	A
2797-1	Déchets radioactifs (gestion des) mis en œuvre dans un établissement industriel ou commercial, hors accélérateurs de particules et secteur médical, dès lors que leur quantité susceptible d'être présente est supérieure à 10 m ³ et que les conditions d'exemption mentionnées au 1° du I de l'article R. 1333-106 du code de la santé publique ne sont pas remplies. 1. Activités de gestion de déchets radioactifs hors stockage (tri, entreposage, traitement ...) Nota. Les termes " déchets radioactifs " et " gestion des déchets radioactifs " sont définis à l'article L. 542-1-1 du code de l'environnement.	Déchets radioactifs produits par l'installation	43 t	A
2560-1	Travail mécanique des métaux et alliages, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 3230-a ou 3230-b. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant : 1. Supérieure à 1 000 kW	Travail mécanique des métaux pour la maintenance des pièces (tours verticaux, tours parallèles, équilibreuse, machines d'usinage, soudeuses, etc.)	1 500 kW	E
1185-2-a	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage). 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation. a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg	Utilisation de pompes à chaleur pour le chauffage ou la climatisation des locaux et notamment l'atelier.	450 kg	DC

Rubrique	Libellé de la rubrique	Nature de l'installation	Volume autorisé	Régime
1978-5	Solvants organiques (installations et activités mentionnées à l'annexe VII de la directive 2010/75/ UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) utilisant des) : 5. Autres nettoyages de surface, lorsque la consommation de solvant (1) est supérieure à 2 t/ an	Utilisation de produits à base de solvants pour le nettoyage des pièces et l'application de résine sur les moteurs	3 t	D
2564-1-c	Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques, à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique 3670. 1. Hors procédé sous vide, le volume des cuves affectées au traitement étant : c) Supérieur à 200 l mais inférieur ou égal à 1 500 l pour les autres liquides organohalogénés ou solvants organiques	Utilisation de fontaines à solvant	1 200 l	DC
2925-1	Accumulateurs électriques (ateliers de charge d') : 1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération (1) étant supérieure à 50 kW (1) Puissance de charge délivrable cumulée de l'ensemble des infrastructures des ateliers.	Ateliers de charge de batteries susceptibles de dégager de l'hydrogène lors de la charge	130 kW	D
2940-1-b	Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de) sur support quelconque à l'exclusion des installations dont les activités sont classées au titre des rubriques 2330, 2345, 2351, 2360, 2415, 2445, 2450, 2564, 2661, 2930, 3450, 3610, 3670, 3700 ou 4801. 1. Lorsque les produits mis en œuvre sont à base de liquides et lorsque l'application est faite par un procédé au trempé (y compris l'électrophorèse), la quantité maximale de produits susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) supérieure à 100 l, mais inférieure ou égale à 1 000 l	Bac de trempe pour l'application de résine sur les moteurs remis en état	750 l	DC

A : Autorisation – E : Enregistrement – DC Déclaration avec contrôle périodique – D : Déclaration

Article 2 : Garanties financières

Le chapitre 2.2 de l'arrêté préfectoral n° 698 du 26 février 2016 relatif aux garanties financières est abrogé conformément aux dispositions de l'article 64 du décret n° 2024-742 du 6 juillet 2024 portant diverses dispositions d'application de la loi industrie verte et de simplification en matière d'environnement.

Article 3 : Réglementation applicable

Le tableau de l'article 2.4.1 de l'arrêté préfectoral n° 698 du 26 février 2016 est complété avec les lignes suivantes :

Dates	Textes
13/12/19	Arrêté relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 1978 (installations et activités utilisant des solvants organiques) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
09/04/19	Arrêté relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration avec contrôle périodique sous la rubrique n° 2564 (nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
29/05/00	Arrêté relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2925 " accumulateurs (ateliers de charge d')"
02/05/02	Arrêté relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 2940

Article 4 : Aménagement de prescription

En remplacement des trois premiers alinéas de l'article 2.4 de l'annexe I de l'arrêté du 02 mai 2002 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 2940, l'exploitant met en place les mesures suivantes :

- conception de la machine d'imprégnation intégrant l'analyse de risques incendie ;
- mise en œuvre de l'atelier REE moteurs faisant systématiquement l'objet d'un permis de feu et d'une surveillance renforcée par les techniciens Sécurité Radioprotection ;
- délimitation de la zone chantier définissant les emplacements et la mise en place des différents chantiers prenant en compte le risque de co-activité du chantier REE moteurs. De même, les plans de prévention établis prennent en compte les risques de co-activité des différents chantiers présents dans la zone de maintenance ;
- instauration de consignes afin de veiller à la séparation des produits et matériaux inflammables par rapport au chantier REE moteurs ;
- arrêt de l'atelier REE moteurs en dehors des heures ouvrables du site,
- stockage des produits inflammables en armoire coupe-feu au magasin chaud (local équipé de murs coupe-feu) ;
- limitation de la quantité de produits inflammables nécessaires à la mise en œuvre du chantier au strict nécessaire (équivalent d'une journée de travail au maximum) ;
- mise en place de moyens d'extinction supplémentaires (à minima deux extincteurs appropriés aux risques à défendre) à proximité immédiate du chantier afin de pallier à tout départ de feu.

En complément, le bac de trempe mis en œuvre dans le cadre de l'atelier REE moteurs est exploité au maximum 60 jours par an. En dehors des périodes d'exploitation du bac de trempe, ce dernier est vidangé et son alimentation électrique est coupée. L'exploitant tient à jour un registre permettant de comptabiliser les jours de fonctionnement de l'installation et le tient à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 5 : Conduits et installations raccordées

Le tableau de l'article 2.6.2.3 de l'arrêté préfectoral n° 698 du 26 février 2016 est remplacé par le tableau suivant :

N° conduit	Installations raccordées	Hauteur en m	Diamètre en m	Débit nominal en Nm ³ / h	Vitesse d'éjection minimale en m/s
1	Système de renouvellement d'air de la zone réglementée et de la zone déchets nucléaires	23	1,8	120 300	14,2

Article 6 : Valeurs limites des concentrations et des flux de polluants dans les rejets atmosphériques

Le tableau de l'article 2.6.2.4 de l'arrêté préfectoral n° 698 du 26 février 2016 fixant les concentrations limites en polluants physico-chimiques est complété par les lignes suivantes :

Paramètres physico-chimiques	Valeurs Limites d'Émission en mg C/Nm ³ en sortie du conduit n°1
Composés Organiques Volatils Totaux (COVT)	10

Le tableau de l'article 2.6.2.4 de l'arrêté préfectoral n° 698 du 26 février 2016 fixant les flux limites en polluants physico-chimiques est complété par les lignes suivantes :

Paramètres physico-chimiques	Flux en t/an en sortie du conduit n°1
Composés Organiques Volatils Totaux (COVT)	2

Article 7 : Entretien de l'installation de traitement des rejets atmosphériques

L'avant-dernier alinéa de l'article 2.6.3 de l'arrêté préfectoral n° 698 du 26 février 2016 est remplacé par la disposition suivante : « Afin de vérifier le fonctionnement du filtre THE, l'exploitant applique la norme NF EN ISO 16170 relative aux méthodes d'essai in situ pour les systèmes filtrants à haute efficacité dans les installations industrielles. Cette vérification est réalisée a minima annuellement. »

Article 8 : Localisation des points de rejets

Dans le tableau de l'article 2.7.3.5 de l'arrêté préfectoral n° 698 du 26 février 2016 relatif aux points de rejet, le mode de collecte du point de rejet n° 1 est remplacé par la disposition suivante : « Bassin extérieur de rétention a minima de 1 800 m³ pour les eaux pluviales de toitures et de voiries ».

Article 9 : Déchets produits par l'établissement

Le tableau de l'article 2.8.3 de l'arrêté préfectoral n° 698 du 26 février 2016 est remplacé par le tableau suivant :

Code déchet	Nature du déchet	Quantité annuelle estimée	Quantité maximale sur site
Déchets conventionnels			
20 01 01	Papiers, cartons liés à l'activité administrative	11,4 t/an	11,4 t
13 05 02*	Boues du séparateur hydrocarbures	16 t/an	16 t
20 01 38	Bois	12 t/an	12 t
20 01 40	Ferraille	16,6 t/an	16,6 t

Code déchet	Nature du déchet	Quantité annuelle estimée	Quantité maximale sur site
20 01 39	Plastique	0,3 t/an	0,3 t
15 01 10*	Matériaux souillés	20 t/an	20 t
Déchets radioactifs			
13 01 13*	Huiles liées à l'activité de maintenance	1,6 m ³ /an	1,6 m ³
07 07 03* 07 07 04*	Déchets de solvants	0,64 t/an	0,64 t
11 01 11*	Effluents aqueux (décontamination)	25 t/an	25 t
15 02 02*	DIS (chiffons, gants...)	34 t/an	7,8 t
12 01 16*	Déchets métalliques	50 t/an	5 t
15 02 02*	Filtres (THE)	3 t/an	3 t

Article 10 : Autosurveillance des émissions atmosphériques

Le tableau de l'article 2.13.3.1 de l'arrêté préfectoral n° 698 du 26 février 2016 relatif aux fréquences de surveillance des émissions atmosphérique de la cheminée n°1 est complété par les lignes suivantes :

Paramètres	Fréquence	Enregistrement
COVT	Annuelle	Non

Article 11 : Notification et publicité

Le présent arrêté sera notifié à la société EDF SA.

Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Saint-Dizier pour y être consultée par toute personne intéressée.

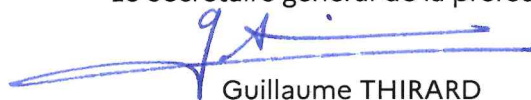
Un extrait du présent arrêté sera affiché en mairie de Saint-Dizier pendant une durée minimale d'un mois.

Il sera publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 12 : Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture de la Haute-Marne, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le Directeur départemental des territoires, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au Sous-Préfet de Saint-Dizier, au maire de la commune de Saint-Dizier et à l'exploitant.

Pour la Préfète et par délégation,
Le Secrétaire général de la préfecture,


Guillaume THIRARD

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Le cas échéant, le tribunal administratif peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » (www.telerecours.fr). Ce délai est prorogé si un recours administratif (gracieux ou hiérarchique) est introduit dans le même délai de deux mois à compter de sa publication et/ou notification.